

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse et Haute-Vienne
Site de Guéret
Cité administrative - Bâtiment B1
17 place Bonnyaud
23000 Guéret**

Guéret, le 9 décembre 2025

**Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 22/10/2025**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EVOLIS 23 (centre de tri)

Les Grandes Fougères
23300 Noth

Références : 2025-12-09 UID232025-087r georisques
Code AIOT : 0006000530

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement EVOLIS 23 (centre de tri) implanté Les Grandes Fougères 23300 Noth. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVOLIS 23 (centre de tri)
- Les Grandes Fougères 23300 Noth
- Code AIOT : 0006000530
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre de tri de Noth, exploité par le syndicat EVOLIS 23, est encadré par les actes suivants:

- arrêté préfectoral n° 99-1266 du 29 juillet 1999 modifié par AP complémentaire n°2003-358-3 du 24 décembre 2003 ;
- arrêté complémentaire (codificatif) n° 2012034-04 du 3 février 2012 ;
- arrêté complémentaire (codificatif) n° 2012034-04 du 3 février 2012 ;rêté complémentaire (codificatif) n° 2012034-04 du 3 février 2012 ;
- arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Suite à la mise en place des 7 flux de tri de déchets, le site a connu une diminution importante de son activité. La chaîne de tri mécanisée n'est plus en fonctionnement. Sur site, deux activités perdurent :

- la mise en balles mécanique de déchets de papiers,
- le tri manuel et à la pince mécanique des déchets d'encombrants en provenance des déchetteries du syndicat. Les déchets résiduels de tri sont envoyés à l'ISDND de Bellac (87).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1.I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1.II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déchets admissibles et leur provenance - Déchets interdits	Arrêté Préfectoral du 29/07/1999, article 5.2 de l'article 2	Sans objet
2	Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 29/07/1999, article 5.7.2 de l'article 2	Sans objet
3	Entretien général	Arrêté Préfectoral du 29/07/1999, article 6.1.2 de l'article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il subsiste une faible activité sur le site qui regroupe plusieurs autres installations (ancienne décharge, centre de transit de déchets, plateforme de broyage de déchets de bois et déchetterie). Les non-conformités, relatives au risque contre l'incendie, sont à régulariser sous un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets admissibles et leur provenance - Déchets interdits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/1999, article 5.2 de l'article 2
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : Les déchets admissibles dans l'installation sont les déchets ménagers et assimilés non souillés issus de la collecte sélective sur le département de la Creuse traités dans le cadre des compétences du SIERS. Les déchets interdits sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• ordures ménagères brutes,• déchets industriels spéciaux,• déchets présentant l'une des caractéristiques suivantes : explosif, inflammable, radioactif, les déchets de type hospitalier contaminés, les déchets infectieux qu'elle qu'en soit la provenance,• et, d'une manière générale, tout déchet non cité dans la demande d'autorisation et/ou ne correspondant pas aux possibilités techniques des filières d'élimination ou traitement auxquelles le centre a recours.
Constats : Le registre déchets est correctement renseigné. Les refus de tri sont acheminés à Bellac.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/1999, article 5.7.2 de l'article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et moyens contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les matériels et engins de manutention, les matériels et équipements électriques et les moyens de lutte contre l'incendie sont entretenus selon les instructions du constructeur et contrôlés conformément aux règlements en vigueur. Ils sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Les rapports de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'entretien et la réparation des engins mobiles n'est pas effectués sur le site.
Constats : Le contrôle annuel des installations électriques a été réalisé le 11/08/2025 par la société Dekra. Aucune non-conformité n'a été relevée. Les extincteurs ont été vérifiés en novembre 2024 par la société Fournier. La vérification est à renouveler. Le système de détection automatique a été vérifié par la société Siemens le 07/03/2025: pas de non-conformité constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entretien général

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/1999, article 6.1.2 de l'article 2
Thème(s) : Risques chroniques, -
Prescription contrôlée : Le dépôt doit être tenu en bon état de propreté. On doit notamment exclure les papiers, chiffons, herbes sèches, et, en général, tout déchet combustible.
Constats : Le site est maintenu en bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1.I
Thème(s) : Risques accidentels, -
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.
Constats : L'exploitant ne dispose pas du plan de défense incendie. Le document est à constituer pour le centre de tri ainsi que pour le centre de transit dans un délai maximal de 3 mois. Celui-ci sera à transmettre par suite aux services du SDIS de la Creuse.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Maîtrise des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1.II
Thème(s) : Risques accidentels, -
Prescription contrôlée : Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.
Constats : Les dispositions (exercice, information et formation) sont à mettre en œuvre dans un délai maximal de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois